

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)

Les abonnements sont payables d'avance.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne ..... 2 fr.  
Minimum ..... 10 fr.  
La page ..... 200 fr.  
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE



### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**Décret du 15 juillet 1935**, rendant applicables aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, à l'exception de l'Indochine, et aux territoires du Cameroun et du Togo différentes lois sur les sirops et les liqueurs. (Arrêté de promulgation du 13 août 1935). 390

**Décret du 15 juillet 1935**, rendant applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies et aux territoires du Cameroun et du Togo, la loi du 28 janvier 1935 tendant à la répression des fraudes sur le guignolet. (Arrêté de promulgation du 13 août 1935). 390

**Décret du 15 juillet 1935**, portant allocation d'indemnités (frais de représentation et indemnités de tournées de l'administrateur supérieur). (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 391

**Décret du 22 juillet 1935**, relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux (stations thermales). (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 391

**Décret du 25 juillet 1935**, portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 supprimant des indemnités de logement pour les ménages de fonctionnaires. (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 392

**Décret du 25 juillet 1935**, portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919. (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 393

**Décret du 25 juillet 1935**, instituant un fonds spécial de prévoyance dans chaque colonie, pays de protectorat et territoire sous mandat. (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 394

**Décret du 27 juillet 1935**, instituant dans chaque colonie, protectorat ou territoire sous mandat une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs. (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 395

**Décret du 8 août 1935**, appliquant aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes. (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 399

**Décret du 8 août 1935**, portant réduction de 10% des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies. (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 400

**Décret du 8 août 1935**, fixant les modalités d'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10% sur les dépenses publiques. (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 400

**Décret du 8 août 1935**, déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du ministère des colonies, du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10% sur les dépenses publiques. (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 401

**Décret du 8 août 1935**, portant modalités d'application du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10% sur les dépenses publiques (entreprises assurant un service public). (Arrêté de promulgation du 21 août 1935). 402

<b>Décret du 8 août 1935</b> , complétant le décret du 23 septembre 1934 sur l'arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques. (Arrêté de promulgation du 21 août 1935).	403
<b>Décret du 8 août 1935</b> , portant approbation des articles 2 & 3 de la convention du 26 juillet 1934 entre l'État et la banque de l'Afrique occidentale.	403
<b>Arrêté interministériel du 6 juillet 1935</b> , portant classement dans la catégorie B de certains postes d'officiers de ports aux colonies.	404

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

<b>Arrêté du 7 août 1935</b> , fixant les mesures sanitaires à prendre à l'égard des passagers en provenance de Gold Coast.	404
<b>Arrêté du 12 août 1935</b> , déléguant certaines attributions du chef du service de l'enseignement au directeur du centre scolaire de Lomé.	405
<b>Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène</b>	405
<b>Allocations</b>	408
<b>Commission des marchés</b>	408
<b>Expulsion</b>	408
<b>Indemnité</b>	408
<b>Interdictions de séjour</b>	408
<b>Monnaies anglaises</b>	409
<b>Véhicules automobiles (circulation des)</b>	409
<b>Domaines</b>	409
<b>Avis aux navigateurs</b>	410

## PARTIE NON OFFICIELLE

<b>Avis</b>	411
<b>Annonces</b>	411

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Répression des fraudes sur les sirops et les liqueurs

**ARRETE** N° 361 promulguant au Togo le décret du 15 juillet 1935 rendant applicables aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, à l'exception de l'Indochine et aux territoires du Cameroun et du Togo, différentes lois sur les sirops et les liqueurs.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 juillet 1935 rendant applicables aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, à l'exception de l'Indochine, et aux territoires du Cameroun et du Togo, différentes lois relatives à la répression des fraudes sur les sirops et les liqueurs;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 juillet 1935 rendant applicables aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, à l'exception de l'Indochine et aux territoires du Cameroun et du Togo, différentes lois relatives à la répression des fraudes sur les sirops et les liqueurs.

Porto-Novo, le 13 août 1935.

BOURGINE.

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu les articles 10 et 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Cameroun et sur le Togo confirmés à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets du 23 mars 1921 et du 21 février 1925, déterminant les attributions des Commissaires de la République au Cameroun et au Togo;

Vu la loi du 4 mars 1928 tendant à la répression des fraudes sur les sirops et liqueurs de cassis;

Vu la loi du 21 juillet 1932, tendant à rendre applicables aux sirops et liqueurs de framboises ou de fraises, les dispositions de la loi du 4 mars 1928 sur les sirops et liqueurs de cassis;

Vu la loi du 30 juin 1935 tendant à compléter l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 mars 1928 sur les sirops et liqueurs de cassis;

### DECRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Sont rendues applicables aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, à l'exception de l'Indochine, et aux territoires du Cameroun et du Togo;

a) La loi du 4 mars 1928 tendant à la répression des fraudes sur les sirops et liqueurs de cassis;

b) La loi du 21 juillet 1932 tendant à rendre applicables aux sirops et liqueurs de framboises ou de fraises les dispositions de la loi du 4 mars 1928 sur les sirops et liqueurs de cassis;

c) La loi du 30 juin 1935 tendant à compléter l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 4 mars 1928 sur les sirops et liqueurs de cassis.

**ART. 2.** — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française ainsi qu'aux journaux officiels des colonies et territoires sous mandat intéressés, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 15 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,  
Louis ROLLIN.

Voir : Loi du 4 mars 1928 au J. O. R. F. du 7 mars 1928, page 2581.

Loi du 21 juillet 1932 — J. O. R. F. du 23 juillet 1932, page 7955.

Loi du 30 juin 1935 — J. O. R. F. du 4 juillet 1935, page 7108.

#### Répression des fraudes sur le guignolet

**ARRETE** N° 362 promulguant au Togo le décret du 15 juillet 1935 rendant applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, et aux territoires du Cameroun et du Togo, la loi du 28 janvier 1935 tendant à la répression des fraudes sur le guignolet.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 juillet 1935 rendant applicables aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies et aux territoires du Cameroun et du Togo, la loi du 28 janvier 1935 tendant à la répression des fraudes sur le guignolet;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 juillet 1935 rendant applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies et aux territoires du Cameroun et du Togo, la loi du 28 janvier 1935 tendant à la répression des fraudes sur le guignolet.

Porto-Novo, le 13 août 1935.  
BOURGINE.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les mandats sur le Cameroun et sur le Togo, confirmés à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles, en date du 28 juin 1919;

Vu les décrets des 23 mars 1921 et 21 février 1925 déterminant les attributions des Commissaires de la République française au Cameroun et au Togo;

Vu la loi du 28 janvier 1935 tendant à la répression des fraudes sur le guignolet;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue applicable aux colonies et protectorats relevant du ministère des colonies, et aux territoires du Cameroun et du Togo, la loi du 28 janvier 1935 tendant à la répression des fraudes sur le guignolet.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et aux journaux officiels des colonies et territoires sous mandat, et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 15 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

LOUIS ROLLIN.

Voir : Loi du 28 janvier 1935 au J. O. R. F. du 31 janvier 1935, page 1202.

Allocation d'indemnités

ARRETE N° 370 promulguant au Togo le décret du 15 juillet 1935 portant allocation d'indemnités. — (Frais de représentation et indemnités de tournées de l'Administrateur Supérieur).

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 15 juillet 1935 portant allocation d'indemnités;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 juillet 1935 portant allocation d'indemnités.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 21 août 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3-mai 1854;

Vu l'article 127 B de la loi de finances du 13 juillet 1911;

Vu le décret du 2 mars 1910 sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et tous actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 11 octobre 1934 relatif aux accessoires de solde du personnel colonial;

Vu le décret du 15 janvier 1910 portant création du gouvernement général de l'Afrique équatoriale française, modifié par les décrets des 21 juillet 1925, 2 février 1928, 21 novembre 1932 et 30 juin 1934;

Vu le décret du 23 novembre 1934 relatif à la réorganisation administrative au Togo;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 108 du décret du 2 mars 1910 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« Il est alloué à titre de frais de représentation une indemnité annuelle fixée comme suit :

« Au gouverneur délégué dans l'Oubangui-Chari-Tchad, 36.000 francs.

« A l'administrateur supérieur du Gabon, 20.000 francs.

« Au commandant de la région du Tchad, 12.000 francs.

« A l'administrateur supérieur du Togo, 18.000 frs. ».

ART. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 109 du décret du 2 mars 1910 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« Le gouverneur délégué dans l'Oubangui-Chari-Tchad, l'administrateur supérieur du Gabon, le commandant de la région du Tchad et l'administrateur supérieur du Togo reçoivent, pour leurs tournées, des indemnités dont les taux journaliers et les limites annuelles sont fixés comme suit :

	Taux journalier	Limite annuelle
« Gouverneur délégué de l'Oubangui-Chari-Tchad . . . . .	80	8.000
« Administrateur supérieur du Gabon . . . . .	60	6.000
« Commandant de la région du Tchad . . . . .	60	6.000
« Administrateur supérieur du Togo . . . . .	60	6.000

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 15 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

LOUIS ROLLIN.

Stations thermales

ARRETE N° 371 promulguant au Togo le décret du 22 juillet 1935 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires employés et agents des services coloniaux. (Stations thermales).

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 22 juillet 1935 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le

décret du 22 juillet 1935 relatif à la solde et aux allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux.

Porto-Novo, le 21 août 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 62 du décret du 2 mars 1910 susvisé est complété comme suit :

« Le congé pour faire usage des eaux thermales ou minérales est obligatoirement accordé pour la station la plus rapprochée du domicile du fonctionnaire, employé ou agent, lorsque plusieurs stations répondent aux mêmes indications thérapeutiques ».

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 22 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*

Louis ROLLIN.

#### Indemnités de logement

ARRETE N° 372 promulguant au Togo le décret du 25 juillet 1935 portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 supprimant des indemnités de logement pour les ménages de fonctionnaires.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 juillet 1935 portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 supprimant des indemnités de logement pour les ménages de fonctionnaires;

Vu le télégramme-circulaire n° 24 en date du 30 juillet 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 juillet 1935 portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 supprimant des indemnités de logement pour les ménages de fonctionnaires.

Porto-Novo, le 21 août 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 supprimant la deuxième indemnité de résidence ou la deuxième indemnité de logement pour les ménages de fonctionnaires;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 16 juillet 1935 supprimant la deuxième indemnité de résidence et la deuxième indemnité représentative de logement pour les ménages de fonctionnaires est applicable dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,*

*ministre des affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*

Marcel REGNIER.

*Le ministre des colonies,*

Louis ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et du ministre des finances;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Lorsque deux conjoints au service de l'état, des départements, communes, colonies, pays de protectorat, territoires à mandat, entreprises subventionnées ou concessionnaires de services publics, exercent leurs fonctions dans une même localité, ils ne peuvent prétendre qu'à une seule indemnité de résidence.

ART. 2. — L'indemnité supprimée est celle du taux le moins élevé. Lorsque les deux indemnités sont de même taux, l'indemnité supprimée est celle attribuée à celui des deux conjoints qui reçoit le traitement le moins élevé. Lorsque le mari est un militaire de carrière, seule est maintenue l'indemnité pour charges militaires dont il bénéficie.

ART. 3. — Les dispositions des articles 1<sup>er</sup> et 2 sont applicables aux indemnités ou suppléments représentatifs de logement.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret sont applicables aussi bien aux conjoints qui sont au service des collectivités ou administrations différentes qu'à ceux employés par une même collectivité ou administration.

ART. 5. — Le présent décret aura son effet à compter du 17 juillet 1935. Il sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 6. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le ministre des finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,  
Marcel REGNIER.*

#### Cumul d'indemnités

ARRETE N° 373 promulguant au Togo le décret du 25 juillet 1935 portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 juillet 1935 portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919;

Vu le télégramme-circulaire n° 24 en date, du 30 juillet 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 juillet 1935 portant application dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat du décret du 16 juillet 1935 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919.

Porto-Novo, le 21 août 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 4 avril 1934 portant interdiction du cumul des majorations pour enfants attribuées au titre de la loi du 31 mars 1919 et des allocations pour charges de famille;

Vu le décret du 30 juin 1934, apportant des dérogations au décret du 4 avril 1934;

Vu le décret du 16 juillet 1934 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919 et le décret de même date fixant les modalités d'application aux colonies des mesures concernant la défense du franc;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 16 juillet 1935 portant suppression du cumul des indemnités pour charges de famille avec les majorations de pensions pour enfants de la loi du 31 mars 1919 est applicable dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 25 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,  
Marcel REGNIER.*

*Le ministre des colonies,  
Louis ROLLIN.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des pensions;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 4 avril 1934 portant interdiction du cumul des majorations pour enfants attribuées au titre de la loi du 31 mars 1919 et des allocations pour charges de famille;

Vu le décret du 30 juin 1934;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les dispositions du décret du 30 juin 1934 limitant aux invalides pensionnés à moins de 20 p. 100, l'application des dispositions du décret du 4 avril 1934 portant interdiction du cumul au titre du même enfant, de deux ou plusieurs avantages pécuniaires présentant le caractère d'allocations pour charges de famille avec les majorations pour enfants acquises au titre de la loi du 31 mars 1919 (art. 13 et 19).

ART. 2. — Le présent décret aura effet à compter du 17 juillet 1935. Il sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,  
Marcel REGNIER.*

*Le ministre des pensions,  
Henri MAUPOIL.*

**Fonds spécial de prévoyance**

**ARRETE** N° 374 promulguant au Togo le décret du 25 juillet 1935 instituant un fonds spécial de prévoyance dans chaque colonie, pays de protectorat et territoire sous mandat.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 juillet 1935 instituant un fonds spécial de prévoyance dans chaque colonie, pays de protectorat et territoire sous mandat;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 juillet 1935 instituant un fonds spécial de prévoyance dans chaque colonie, pays de protectorat et territoire sous mandat.

Porto-Novo, le 21 août 1935.  
BOURGINE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 25 juillet 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Par leur situation géographique et leurs conditions climatiques, les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies se trouvent particulièrement exposés à des calamités diverses (cyclones, raz-de-marée, séismes, inondations, sécheresses, invasions d'acridiens, etc.) qui, périodiquement, font subir à la population les plus cruels dommages, en détruisant parfois le fruit de plusieurs années d'efforts.

Les possessions ainsi éprouvées font souvent appel à l'aide de l'Etat et l'on ne compte plus les témoignages de solidarité à elles données par la mère patrie dans de semblables conjonctures. C'est ainsi que, depuis seulement huit ans, des subventions formant un total de plus de 300 millions de francs ont été accordées par le Parlement à des territoires d'outre-mer frappés par des fléaux naturels.

Mais, étant donné sa situation financière actuelle, la métropole ne pourrait plus renouveler ce concours. C'est-à-dire que les colonies doivent s'efforcer de subvenir par leurs propres moyens à toutes leurs charges, y compris celles occasionnées par les cataclysmes.

Aux termes des règlements en vigueur, en cas de difficultés financières ou d'événements imprévus, nos possessions peuvent recourir à leurs caisses de réserve. Toutefois, ces institutions n'ont guère plus de fonds disponibles, en raison des sommes qu'on a prélevées d'une part, pour continuer, après la grande guerre, l'exécution du programme d'équipement des colonies — le loyer élevé de l'argent et l'instabilité du franc ne permettaient pas alors de recourir à l'emprunt — et, d'autre part, pour combler les déficits que, par suite des répercussions de la crise mondiale, les budgets généraux et locaux accusaient souvent en fin d'exercice.

Cette situation a déjà retenu l'attention de la commission des finances du Sénat. Dans le but d'épargner de gros et fréquents sacrifices au contribuable métropolitain, la commission a en effet, suggéré l'adoption par nos domaines extérieurs d'une sorte d'autoassurance contre les calamités.

Or, au moment où un décret-loi du 16 juillet 1935 prescrit un prélèvement de 10 p. 100 sur toutes les dépenses publiques, aux colonies comme dans la métropole, il nous a paru qu'une partie des économies ainsi réalisées dans chacune de nos possessions pourrait utilement être employée à alimenter un fonds spécial de prévoyance dont le but serait précisément de contribuer sous forme d'allocations, de secours ou de prêts, à la réparation des dommages causés par des événements calamiteux tant aux services publics qu'aux exploitations et entreprises privées.

Tel est le but du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien revêtir de votre haute sanction, si vous en approuvez la teneur.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont complété ou modifié, en particulier la loi du 29 juin 1918;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies il est créé un fonds spécial de prévoyance.

Toutefois, pour les pays réunis en fédération, il n'est institué qu'un seul fonds spécial de prévoyance pour l'ensemble du groupe.

Ce fonds spécial de prévoyance a pour but de contribuer, sous forme d'allocations, de secours et de prêts, à la réparation des dommages occasionnés par des événements calamiteux tant aux services publics qu'aux exploitations, entreprises ou propriétés privées.

**ART. 2.** — Le fonds spécial de prévoyance est alimenté par :

1<sup>o</sup> — Un tiers au moins des économies réalisées sur les budgets généraux, locaux, annexés, provinciaux et régionaux par l'application du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

2<sup>o</sup> — Toutes dotations budgétaires éventuelles et toute subventions de collectivités qui pourraient être allouées à la colonie avec affectation spéciale à ce fonds;

3<sup>o</sup> — Les dons et legs des particuliers faits à la colonie avec affectation spéciale à ce fonds, le produit des loteries, souscriptions et fêtes régulièrement autorisées dans ce but;



- 4<sup>e</sup> — Les remboursements effectués par les emprunteurs;  
 5<sup>e</sup> — Les revenus des fonds placés dont il dispose;  
 6<sup>e</sup> — Toutes autres ressources qui pourraient lui être affectées ultérieurement.

ART. 3. — L'avoir du fonds spécial de prévoyance est déposé au trésor et les opérations auxquelles le fonds donne lieu sont suivies dans un compte hors budget dans la comptabilité du trésorier-payeur.

ART. 4. — Le chef de la colonie, en conseil de gouvernement, en conseil d'administration ou en conseil privé, fixe le montant des placements à effectuer, lesquels ne peuvent l'être qu'en valeurs de l'Etat ou garanties par l'Etat, ainsi que le montant et la destination des prélèvements à opérer.

Dans les colonies où existe un contrôle financier, le directeur de ce service est avisé des réunions du conseil; il a le droit d'y assister ou de s'y faire représenter.

Le conseil entend, s'il y a lieu, toutes les personnes dont les avis lui paraîtraient utiles, notamment les représentants des régions sinistrées.

ART. 5. — Les détails d'application seront, s'il y a lieu fixés par décret.

ART. 6. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 7. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 25 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
 ministre des affaires étrangères,*  
 Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
 Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
 Louis ROLLIN.

**Contribution exceptionnelle sur les revenus  
 de plus de 80.000 francs**

ARRÊTE N° 375 promulguant au Togo le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat ou territoire sous mandat une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
 OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colonie, protectorat ou territoire sous mandat une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs;

Vu le télégramme-circulaire n° 24 en date du 30 juillet 1935;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 27 juillet 1935 instituant dans chaque colo-

nie, protectorat ou territoire sous mandat une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs.

Porto-Novo, le 21 août 1935.

BOURGINE.

**RAPPORT**

*Au Président de la République Française.*

Paris, le 27 juillet 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les décrets pris le 16 juillet 1935, en vertu de la loi du 8 juin 1935, constituant un ensemble de mesures qui s'efforcent de faire jouer de façon solidaire les facultés de tous les français pour la défense du franc.

L'aménagement de cet effort dans les territoires d'outre-mer exige une mise au point tout particulièrement lorsqu'il s'agit d'y étendre un acte appelant les revenus d'une certaine importance à fournir une quote-part supplémentaire pour équilibrer les dépenses publiques. Le régime financier des pays relevant du département des colonies est basé sur le principe de l'autonomie; les pouvoirs des assemblées ou autorités locales varient suivant le degré d'évolution de la population. Cette situation a donné lieu à la création de fiscalités diverses qui ne permettaient pas de promulguer purement et simplement la taxe complémentaire basée essentiellement en France sur la législation de l'impôt sur le revenu.

Le texte qui vous est soumis tend à transposer la nouvelle contribution sur les revenus supérieurs à 80.000 frs., en la laissant solidaire de la mesure prise dans la métropole : elle doit être réduite et disparaître avec elle. Sa charge sera outre-mer sensiblement égale à ce qu'elle est en France.

Tel est l'objet du projet de décret ci-joint que nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre haute sanction si vous en approuvez la teneur.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil,  
 ministre des affaires étrangères,*  
 Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
 Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
 Louis ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété, notamment la loi du 29 juin 1918;

Vu la loi du 8 juin 1935, autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935, fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1935, instituant dans la métropole une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 francs;

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies, il est institué au profit du budget local une contribution exceptionnelle sur les revenus de plus de 80.000 frs.

Cette taxe entrera en vigueur en même temps que la contribution métropolitaine correspondante et sera réduite ou supprimée de droit si cette dernière l'était en France.

ART. 2. — La contribution exceptionnelle est due au premier janvier de chaque année.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 4, sont assujetties à la contribution exceptionnelle toutes les personnes, quels que soient leur nationalité et leur statut, qui ayant leur résidence habituelle dans la colonie, le protectorat, ou le territoire sous mandat, ne justifient pas de leur inscription à la même époque à un rôle de la contribution exceptionnelle, soit dans la métropole, soit dans un pays relevant du ministère des colonies, soit en Algérie ou dans un protectorat ou territoire sous mandat ne relevant pas du département des colonies, si la même taxe y est instituée.

Sont considérées comme ayant une résidence habituelle dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat :

1<sup>o</sup> — Les personnes qui y possèdent une habitation à leur disposition à titre de propriétaires, d'usufruitiers ou de locataires, lorsque, dans ce dernier cas, la location est conclue soit par convention unique, soit par conventions successives, pour une période continue d'au moins une année;

2<sup>o</sup> — Les personnes qui, sans disposer dans le pays considéré d'une habitation dans les conditions définies à l'alinéa précédent, ont néanmoins dans ce pays le lieu de leur séjour principal.

ART. 3. — Chaque chef de famille est imposable tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de sa famille qui habitent avec lui.

Toutefois, le contribuable peut réclamer des impositions distinctes :

1<sup>o</sup> — Pour sa femme, lorsqu'elle est séparée de biens et ne vit pas avec lui;

2<sup>o</sup> — Pour ses enfants ou autres membres de la famille, sauf son conjoint, lorsqu'ils tirent un revenu de leur propre travail ou d'une fortune indépendante de celle du chef de famille.

ART. 4. — Sont affranchis de la contribution exceptionnelle les agents diplomatiques et consulaires de nationalité étrangère, mais seulement dans la mesure où les pays qu'ils représentent concèdent des avantages analogues aux agents diplomatiques et consulaires français.

ART. 5. — Si le contribuable possède dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat considéré, plusieurs résidences, il est assujéti à la contribution exceptionnelle au lieu où il est réputé posséder son principal établissement.

Il en est de même s'il possède une ou plusieurs résidences dans d'autres parties du territoire français ou de protectorat français ou sous mandat français relevant du ministère des colonies.

ART. 6. — La contribution exceptionnelle est établie d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable. Ce revenu est déterminé en égard aux propriétés et aux capitaux que possède

le contribuable, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes opérations lucratives auxquelles il se livre, sous déduction des charges ci-après :

1<sup>o</sup> — Intérêts des emprunts et dettes à la charge du contribuable;

2<sup>o</sup> — Arrérages de rentes payées par lui à titre obligatoire et gratuit;

3<sup>o</sup> — Tous impôts directs et taxes assimilées acquittés par lui dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat au cours de l'année précédente ou se rapportant, s'il y a lieu, aux déclarations par lui souscrites dans les délais légaux au cours de l'année précédente, à l'exception des majorations de droits pour défaut ou inexactitude de déclarations. Si des dégrèvements sont ultérieurement accordés sur ces impôts, leur montant est rapporté aux revenus de l'année au cours de laquelle le contribuable est avisé de leur ordonnancement;

4<sup>o</sup> — Versements effectués en vue de la retraite du combattant organisée par la loi du 4 août 1923 et la loi du 30 décembre 1928, article 127.

ART. 7. — N'entrent pas en compte pour la détermination des sommes passibles de l'impôt :

1<sup>o</sup> — Les pensions servies en vertu de la loi du 31 mars 1919 à l'exclusion de la partie des pensions mixtes visées à l'article 60, paragraphe 2<sup>o</sup> de ladite loi, qui correspond à la durée des services;

2<sup>o</sup> — La retraite du combattant, instituée par les articles 197 à 199 de la loi du 16 avril 1930;

3<sup>o</sup> — Les rentes viagères et allocations temporaires accordées aux victimes d'accidents du travail;

4<sup>o</sup> — Les intérêts des bons du Trésor, à échéance d'un an au plus, et des bons de la défense nationale à échéance de deux ans au plus;

5<sup>o</sup> — Les arrérages des rentes perpétuelles 4 p. 100 émises en 1925;

6<sup>o</sup> — Les frais de service et de représentation accordés aux fonctionnaires et toutes autres indemnités qui seraient désignées par décret.

ART. 8. — Le revenu net correspondant aux diverses sources de revenus énumérés à l'article 6 est déterminé chaque année d'après leur produit respectif pendant la précédente année.

Il est constitué par l'excédent du produit brut effectivement réalisé, y compris la valeur des profits et avantages dont le contribuable a joui en nature, sur les dépenses effectuées en vue de l'acquisition et de la conservation du revenu.

ART. 9. — Les contribuables mariés ont droit, sur leurs revenus annuels, à une déduction de 15.000 frs.

La même déduction est accordée, en cas de décès de l'un des époux, au conjoint survivant non remarié et ayant à sa charge dans les conditions de l'article 10 ci-après un ou plusieurs enfants issus du mariage.

En outre, tout contribuable a droit sur son revenu annuel, à raison des enfants à sa charge, dans les termes dudit article 10, à des déductions réglées comme suit :

5.000 francs pour chacun des deux premiers;

8.000 francs pour le troisième;

9.000 francs pour le quatrième;

10.000 francs pour chacun à partir du cinquième.

ART. 10. — Sont considérés comme étant à la charge du contribuable, à la condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier :



1<sup>o</sup> — Ses enfants, s'ils sont âgés de moins de vingt-et-un ans ou s'ils sont infirmes;

2<sup>o</sup> — Sous la même condition, les enfants par lui recueillis à son propre foyer.

ART. 11. — Le montant de la contribution exceptionnelle est calculé en appliquant les taux ci-après à la totalité du revenu net imposable du contribuable, tel qu'il est déterminé par les articles 6, 7, 8 et 9 :

De 80.001 à 90.000, 0,2 p. 100 du revenu total;  
De 90.001 à 100.000, 0,4 p. 100 du revenu total;  
De 100.001 à 125.000, 1 p. 100 du revenu total;  
De 125.001 à 150.000, 1,5 p. 100 du revenu total;  
De 150.001 à 175.000, 2 p. 100 du revenu total;  
De 175.001 à 200.000, 2,5 p. 100 du revenu total;  
De 200.001 à 225.000, 3 p. 100 du revenu total;  
De 225.001 à 250.000, 3,5 p. 100 du revenu total;  
De 250.001 à 275.000, 3,75 p. 100 du revenu total;  
De 275.001 à 300.000, 4 p. 100 du revenu total;  
De 300.001 à 325.000, 4,5 p. 100 du revenu total;  
De 325.001 à 350.000, 5 p. 100 du revenu total;  
De 350.001 à 375.000, 5,25 p. 100 du revenu total;  
De 375.001 à 400.000, 5,5 p. 100 du revenu total;  
De 400.001 à 450.000, 6 p. 100 du revenu total;  
De 450.001 à 500.000, 6,5 p. 100 du revenu total;  
De 500.001 à 550.000, 7 p. 100 du revenu total;  
De 550.001 à 600.000, 7,5 p. 100 du revenu total;  
De 600.001 à 700.000, 8 p. 100 du revenu total;  
De 700.001 à 800.000, 8,5 p. 100 du revenu total;  
et à partir de 800.001, 9 p. 100 du revenu total.

ART. 12. — Le montant de l'impôt est majoré de 25 p. 100 pour les contribuables âgés de plus de trente ans qui sont célibataires, veufs ou divorcés et qui, n'ayant pas d'enfant, n'ont pas à leur charge d'enfants recueillis dans les conditions prévues à l'article 10.

Le même montant est majoré de 15 p. 100 pour les contribuables âgés de plus de trente ans, mariés depuis plus de deux ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'imposition, lorsque, n'ayant pas d'enfants, ces contribuables n'ont pas à leur charge d'enfants recueillis dans les conditions prévues à l'article 10.

Les majorations édictées par le présent article ne sont pas applicables aux contribuables titulaires d'une pension prévue par la loi du 31 mars 1919 pour une invalidité de 40 p. 100 et au-dessus ni aux contribuables dont tous les enfants sont morts.

ART. 13. — Tous les contribuables passibles de la taxe instituée par le présent décret sont tenus de souscrire et de renouveler chaque année, avant le 1<sup>er</sup> mars, sous la foi du serment, une déclaration de leur revenu global avec l'indication, par nature de revenu, des éléments qui le composent.

Tout contribuable arrivant dans la colonie, le pays de protectorat ou le territoire sous mandat après l'expiration du délai prévu pour la production de la déclaration prescrite au paragraphe précédent, sera tenu, dans le mois qui suit son arrivée, de faire cette déclaration ou d'indiquer le bureau de la métropole ou du pays d'outre-mer dans lequel il a fait une déclaration pour la même taxe, à charge par lui d'en apporter la preuve dans le délai de trois mois.

Un contribuable qui aura des revenus en France et dans différents territoires d'outre-mer, sera tenu de les indiquer distinctement pour chaque pays.

ART. 14. — Les déclarants doivent fournir toutes indications nécessaires au sujet de leur situation et de leurs charges de famille.

Ils doivent également, pour avoir droit au bénéfice

des déductions prévues à l'article 6 ci-dessus, produire l'état des charges à retrancher de leur revenu global en vertu dudit article.

Cet état précise :

Au sujet des dettes contractées et des rentes payées à titre obligatoire, le nom et le domicile du créancier, la nature ainsi que la date du titre constatant la créance et, s'il y a lieu le nom et la résidence de l'officier public qui a dressé l'acte, ou la juridiction dont émane le jugement, enfin, le chiffre des intérêts ou arrérages annuels;

Au sujet des impôts directs et des taxes assimilées, la nature de chaque contribution, le lieu de l'imposition, l'article du rôle et le montant de la cotisation.

ART. 15. — Les contribuables sont également tenus de déclarer les éléments ci-après énumérés :

Loyer ou valeur locative et adresse :

1<sup>o</sup> — De l'habitation principale;

2<sup>o</sup> — Des résidences secondaires dans la colonie, le protectorat ou territoire sous mandat ou hors de ce pays;

Domestiques du sexe féminin;

Domestiques du sexe masculin;

Voitures automobiles de tourisme et puissance de chacune d'elles.

Les éléments à retenir sont ceux dont le contribuable et les membres de sa famille visés à l'article 3 ont disposé pendant l'année précédente.

ART. 16. — Le contrôleur vérifie les déclarations.

Il peut demander au contribuable des éclaircissements.

Il peut, en outre, lui demander des justifications :

a) Au sujet de sa situation et de ses charges de famille;

b) Au sujet des charges retranchées du revenu global par application de l'article 6 ci-dessus.

Il peut également lui demander des justifications lorsqu'il a réuni des éléments permettant d'établir que le contribuable peut avoir des revenus plus importants que ceux qui font l'objet de sa déclaration. En particulier, si le contribuable allègue la possession de bons ou de titres dont les intérêts ou arrérages sont exclus du décompte des revenus imposables en vertu de l'article 7 ci-dessus, le contrôleur peut exiger la preuve de la possession de ces bons ou titres et celle de la date à laquelle ils sont entrés dans le patrimoine de l'intéressé.

ART. 17. — Est taxé d'office :

1<sup>o</sup> — Tout contribuable qui n'a pas fait sa déclaration et dont le revenu net, déterminé comme il est dit aux articles 6, 7 et 8, dépasse 80.000 frs. (déductions pour situation et charges de famille);

2<sup>o</sup> — Tout contribuable qui s'est abstenu de répondre aux demandes d'éclaircissements ou de justifications du contrôleur;

3<sup>o</sup> — Tout contribuable dont les dépenses personnelles, ostensibles et notaires, augmentées de ses revenus en nature, dépassent le total exonéré et qui n'a pas fait de déclaration ou dont le revenu déclaré, déduction faite des charges énumérées à l'article 6, est inférieur au total des mêmes dépenses et revenus en nature. Dans le cas visé au présent paragraphe, l'administration, préalablement à l'établissement du rôle, notifie la base de taxation au contribuable qui dispose d'un délai de vingt jours pour présenter ses observations.

En cas de désaccord avec le contrôleur, le contribuable taxé d'office ne peut obtenir, par la voie contentieuse, la décharge ou la réduction de la cotisation qui

lui a été assignée qu'en apportant la preuve de l'exagération de son imposition. Il supporte la totalité des frais de l'instance, y compris ceux de l'expertise, s'il y a lieu. Toutefois, si la base fixée par la juridiction compétente n'est pas supérieure de plus de 10 p. 100 au chiffre produit par le contribuable, ces frais incombent à l'administration.

ART. 18. — Le montant de l'impôt est majoré de 25 p. 100 pour le contribuable qui n'a pas souscrit de déclaration dans le délai prévu par l'article 13.

Dans le cas où le contribuable a déclaré un revenu insuffisant d'au moins un dixième, la même majoration est appliquée au droit correspondant au revenu non déclaré. La majoration est portée au quadruple de ces droits si l'insuffisance excédant le dixième du revenu imposable ou la somme de 20.000 francs, le contribuable n'établit pas sa bonne foi.

ART. 19. — Les rôles de la contribution exceptionnelle sont établis et le recouvrement en est poursuivi comme en matière de contributions directes.

Les réclamations relatives à la contribution exceptionnelle sont présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

ART. 20. — Est tenue au secret professionnel dans les termes de l'article 378 du code pénal, et passible des peines prévues audit article toute personne appelée, à l'occasion de ses fonctions ou attributions, à intervenir dans l'établissement, la perception ou le contentieux de la contribution exceptionnelle.

Toutefois, lorsqu'une plainte régulière a été portée par l'administration contre un redevable et qu'une information a été ouverte, les agents de l'administration ne peuvent opposer le secret professionnel au juge d'instruction qui les interroge sur les faits faisant l'objet de la plainte.

Les dispositions du présent article ne s'opposent pas à l'échange de renseignements entre l'administration coloniale considérée et l'administration métropolitaine ou les administrations financières de l'Algérie, des colonies, pays de protectorat et territoire sous mandat.

ART. 21. — Les contribuables ne sont autorisés à se faire délivrer des extraits des rôles de la contribution exceptionnelle qu'en ce qui concerne leur propre cotisation.

ART. 22. — Tous avis et communications échangés entre les agents de l'administration et concernant la contribution exceptionnelle, doivent être transmis sous enveloppe fermée; ceux adressés aux contribuables par les agents de l'administration, seront transmis sous enveloppe fermée et recommandée.

ART. 23. — Quiconque en employant des manœuvres frauduleuses pour se soustraire en totalité ou en partie à l'établissement de la contribution exceptionnelle a dissimulé ou tenté de dissimuler des sommes auxquelles s'applique cet impôt, est passible indépendamment des sanctions fiscales établies par l'article 18, d'une amende de 1.000 à 5.000 frs., à la condition que la dissimulation atteigne au moins 10 p. 100.

L'article 463 du code pénal peut être appliqué.

Les poursuites sont engagées sur la plainte de l'administration sans qu'il y ait lieu, au préalable, de mettre l'intéressé en demeure de faire ou de compléter sa déclaration. Elles sont portées devant le tribunal correctionnel dans le ressort duquel est situé le lieu de l'imposition.

ART. 24. — Les complices du délit visé à l'article précédent sont punis des mêmes peines, sans préjudice

des sanctions disciplinaires, s'ils sont officiers publics ou ministériels.

ART. 25. — En aucun cas, les administrations de l'Etat, des départements, des colonies, pays de protectorat, territoires sous mandat, et des communes, ainsi que les entreprises concédées ou contrôlées par l'Etat, les départements, les colonies, protectorats, territoires sous mandat et les communes, de même que tous les établissements ou organismes quelconques soumis au contrôle de l'autorité administrative ne peuvent opposer le secret professionnel aux agents de l'administration des finances régulièrement délégués qui, pour établir la contribution exceptionnelle, leur demandent communication des documents de service qu'elles détiennent.

ART. 26. — Dans toute instance devant les juridictions civiles et criminelles, le ministère public peut donner communication des dossiers à l'administration des contributions directes.

ART. 27. — L'autorité judiciaire doit donner connaissance à l'administration des finances de toute indication qu'elle peut recueillir, de nature à faire présumer une fraude commise en matière fiscale ou une manœuvre quelconque ayant eu pour objet ou ayant eu pour résultat de frauder ou de compromettre un impôt, qu'il s'agisse d'une instance civile ou commerciale ou d'une information criminelle ou correctionnelle même terminée par un non-lieu.

ART. 28. — Pour permettre le contrôle des déclarations d'impôts souscrites tant par les intéressés eux-mêmes que par des tiers, tous banquiers, administrateurs de biens et autres commerçants faisant profession de payer des revenus de valeurs mobilières ou dont la profession comporte, à titre accessoire, des paiements de cette nature, ainsi que tous les commerçants, sont tenus de représenter à toute réquisition des agents des contributions directes régulièrement délégués les livres dont la tenue est prescrite par le titre II du code de commerce, ainsi que tous livres et documents annexés, pièces de recettes et de dépenses.

A l'égard des sociétés, le droit de communication prévu à l'alinéa précédent s'étend aux registres de transfert d'actions et d'obligations ainsi qu'aux feuilles de présence aux assemblées générales.

ART. 29. — Les refus de communiquer les livres, pièces et documents visés à l'article 28 sont constatés par un procès-verbal et donnent lieu à l'application d'une amende de 1.000 à 10.000 frs. en principal.

Indépendamment de cette amende, les contrevenants doivent être condamnés à représenter les livres, pièces et documents non communiqués, sous une astreinte de 100 frs. au minimum par chaque jour de retard. Cette astreinte commence à courir du jour même de la signature par les parties ou de la notification du procès-verbal qui est dressé pour constater le refus d'exécuter le jugement régulièrement signifié; elle ne cesse que du jour où il est constaté, au moyen d'une mention inscrite par un agent de l'administration des contributions directes sur un des principaux livres de l'établissement ou de la société que l'administration a été mise à même d'obtenir la communication ordonnée.

L'amende et l'astreinte sont prononcées par le conseil du contentieux administratif statuant comme en matière de contraventions, sur requête présentée sans frais par l'administration des contributions directes.

La copie de la requête est notifiée aux contrevenants par les soins du conseil du contentieux administratif. L'amende et l'astreinte sont recouvrées comme en matière de contributions directes.

ART. 30. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 31. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 27 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le président de la République :

*Le président du conseil, ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

#### Remboursement anticipé des dettes

ARRETE N° 376 promulguant au Togo le décret du 8 août 1935 appliquant aux colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le décret du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 août 1935 appliquant aux colonies, protectorats et territoires relevant du ministère des colonies le décret du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes;

Vu le télégramme-circulaire ministériel n° 28 du 13 août 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 août 1935 appliquant aux colonies, protectorats et territoires relevant du ministère des colonies, le décret du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes.

Porto-Novo, le 21 août 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1935 autorisant dans la métropole le remboursement anticipé des dettes;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret susvisé du 16 juillet 1935 autorisant le remboursement anticipé des dettes est applicable dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,*  
*ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article unique de la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances, du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre du commerce;

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute dette civile ou commerciale contractée par une personne publique ou privée antérieurement à la publication du présent décret peut, nonobstant toute clause contraire, être remboursée par anticipation.

La présente disposition ne s'appliquera pas aux contrats conclus postérieurement à la publication du présent décret.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 16 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,*  
*ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*  
LÉON BERARD.

*Le ministre du commerce,*  
Georges BONNET.

**Réduction de 10% des loyers et du montant  
des intérêts des dettes hypothécaires**

*ARRETE No 377 promulguant au Togo le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 pour 100 des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.*

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 pour 100 des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le télégramme-circulaire ministériel n° 28 du 13 août 1935;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France le décret du 8 août 1935 portant réduction de 10 pour 100 des loyers et du montant des intérêts des dettes hypothécaires dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies.

Porto-Novo, le 21 août 1935.  
**BOURGINE.**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,**

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1935 portant réduction dans la métropole, de 10 p. 100 des loyers;

Vu le décret du 16 juillet 1935 portant réduction, dans la métropole, de 10 p. 100 du montant des intérêts des dettes hypothécaires;

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETE :**

**ARTICLE PREMIER.** — Dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, le prix actuel des loyers de tous locaux, appartements ou chambres loués nus ou en meublé, à usage d'habitation ou professionnel est réduit, à titre exceptionnel et temporaire, de 10 p. 100, à compter du jour de la promulgation du présent décret dans la colonie le protectorat ou le territoire sous mandat considéré.

Toute majoration, sous quelque forme que ce soit, du nouveau prix ainsi déterminé, toute exigence du bailleur, de ses agents ou préposés, ou toute convention tendant à imposer au preneur, sous une forme indirecte, telle que remise d'argent, de valeurs ou de cautionnement ou reprise de mobilier, un prix de location dépassant le prix licite tel qu'il est fixé par le présent décret, sera frappée de nullité absolue.

En outre, toutes personnes les ayant frauduleusement exigées seront passibles des peines prévues à

l'article 419 du code pénal, sans préjudice de tous dommages-intérêts que pourront éventuellement réclamer les preneurs.

**ART. 2.** — Tout propriétaire d'un immeuble affecté à la garantie d'une créance hypothécaire et productif de loyers qui auront été réduits par application de l'article 1<sup>er</sup> du présent décret, bénéficiera, à titre exceptionnel et temporaire, à compter de la promulgation du présent décret dans la colonie, le protectorat ou le territoire sous mandat considéré, d'une réduction de 10 p. 100 sur le montant des intérêts de sa dette.

**ART. 3.** — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

**ART. 4.** — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

**Modalités d'application du prélèvement de 10%  
sur les dépenses publiques**

*ARRETE No 378 promulguant au Togo le décret du 8 août 1935 fixant les modalités d'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 pour 100 sur les dépenses publiques.*

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 août 1935 fixant les modalités d'application aux colonies, pays de protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 pour 100 sur les dépenses publiques;

Vu le télégramme-circulaire ministériel n° 28 du 13 août 1935;

**ARRETE :**

**ARTICLE UNIQUE.** — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 août 1935 fixant les modalités d'application aux colonies, pays de protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 pour 100 sur les dépenses publiques.

Porto-Novo, le 21 août 1935.

**BOURGINE.**

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, pays de protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 25 juillet 1935 instituant un fonds spécial de prévoyance dans chaque colonie, protectorat et territoire sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 1er août 1935 portant application à toutes les collectivités publiques secondaires des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies des mesures de défense du franc pour les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 30 juillet 1935 fixant les modalités d'application du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les modalités d'application du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques aux dépenses de personnel des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies sont fixées ainsi qu'il est indiqué dans les articles 2 à 7 inclus du décret du 30 juillet susvisé. Toutefois, les taux fixés à l'article 4 du décret du 30 juillet 1935 susvisé pourront être éventuellement modifiés par décret.

ART. 2. — Les dépenses de toute nature imputables aux budgets généraux, locaux, annexes, provinciaux et régionaux et assujetties au prélèvement sont ordonnancées pour leur montant brut, sans tenir compte du prélèvement, avec une annotation « à déduire décret du 16 juillet 1935 » précisant au comptable le montant de la retenue à opérer lors du paiement.

Le comptable applique le prélèvement par voie de retenue effectuée de plein droit et inscrit le produit de cette retenue à un compte spécial de trésorerie tenu distinctement pour chaque budget.

En fin d'exercice, le ministre des colonies arrête, après avis des chefs de colonie, l'emploi à donner au produit du prélèvement, compte tenu des dispositions du décret du 25 juillet 1935 susvisé.

En ce qui concerne les collectivités secondaires (communes, établissements publics, etc), ainsi que les entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public et dont la liste aura été établie par décret, le produit du prélèvement sera inscrit à un compte spécial de recettes dans la comptabilité de chaque collectivité ou organisme intéressé. En fin d'exercice, le chef de la colonie, détermine le montant de l'économie réalisée et en arrête l'emploi, en conseil de gouvernement, en conseil d'administration ou en conseil privé et pour ce qui est des communes, après avis du maire.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le mi-

nistre des colonies, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*

Pierré LAVAL.

*Le ministre des finances,  
Marcel REGNIER.*

*Le ministre des colonies,  
Louis ROLLIN.*

**Conditions d'application aux entreprises  
assurant un service public du prélèvement général  
de 10% sur les dépenses publiques**

ARRETE N° 379 promulguant au Togo le décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du ministère des colonies, du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du ministère des colonies, du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Vu le télégramme-circulaire ministériel n° 28 du 13 août 1935;

## ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du ministère des colonies, du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques.

Porto-Novo, le 21 août 1935.  
BOURGINE.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes mesures ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Vu le décret du 8 août 1935 fixant les modalités d'application aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat, relevant du ministère des colonies, du décret ci-dessus;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Le conseil des ministres entendu;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques sera appliqué dans les conditions



ci-après aux entreprises concessionnaires ou subventionnées assurant un service public effectué totalement ou partiellement dans les territoires ou dans les eaux territoriales relevant du ministère des colonies, ainsi qu'aux entreprises rétrocédantes ou rétrocessionnaires des précédentes.

ART. 2. — Les entreprises auxquelles le présent décret sera effectivement appliqué seront désignées par décret.

ART. 3. — Ne sont pas passibles du prélèvement de 10 p. 100 les paiements faits aux entreprises par les collectivités administratives, au titre de services faits.

Les subventions, garanties ou tout autre paiement spécifiés en vue d'assurer l'équilibre financier de l'entreprise ne seront diminués que dans les limites des prélèvements réalisés ainsi qu'il est indiqué au premier alinéa de l'article 5 ci-après.

Les subventions spécifiées à titre d'encouragement à l'entreprise, sans relation explicite avec l'équilibre financier de l'affaire, seront passibles du prélèvement temporaire de 10 p. 100 sans préjudice de la retenue éventuelle résultant de l'application des dispositions du premier alinéa de l'article 5 ci-après.

ART. 4. — En exécution du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques, les entreprises désignées conformément à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus devront exercer les retenues prévues par ce décret sur les traitements et salaires, sur les arrérages des emprunts, notamment sur les intérêts obligatoires et sur le produit des actions directement ou indirectement garantis par une collectivité administrative.

ART. 5. — Le prélèvement visé à l'article précédent devra être affecté, en premier lieu, à la diminution des versements des collectivités administratives aux entreprises, à l'exception des versements pour services faits, quelle que soit la forme de ce versement (subvention, garantie d'intérêt, etc. . . .)

En second lieu, au remboursement des versements antérieurs quand il en est tenu un compte d'attente.

En troisième lieu, au développement et au perfectionnement des services ou à la réduction des tarifs.

ART. 6. — Le prélèvement sur les dépenses de personnel visé à l'article 2 du décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général sur les dépenses publiques, pourra être réduit ou supprimé par arrêté signé du ministre des colonies, du ministre des affaires étrangères et du ministre des finances pour les entreprises ayant partiellement leur exploitation en territoire étranger.

ART. 7. — Il pourra être accordé, par décision du ministre des colonies, des dérogations en faveur des personnels ouvriers dont les conditions de travail et de rémunération sont celles de l'industrie privée lorsqu'il sera établi par l'entreprise que ces personnels ne bénéficient par ailleurs d'aucun avantage accordé, notamment par l'Etat, les colonies ou les collectivités secondaires (communes, établissements publics, etc. . . .)

ART. 8. — Des arrêtés du ministre des colonies fixeront les modalités générales d'application du présent décret, notamment l'organisation du contrôle des entreprises en vue de l'application du présent texte.

ART. 9. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 10. — Le président du conseil et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

**Modalités d'application du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement de 10% sur les dépenses publiques (Entreprises assurant un service public)**

*ARRETE N° 380 promulguant au Togo le décret du 8 août 1935 portant modalités d'application du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques. (Entreprises assurant un service public).*

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 août 1935 portant modalités d'application du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Vu le télégramme-circulaire ministériel n° 28 du 13 août 1935;

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 août 1935 portant modalités d'application du décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques.

Porto-Novo, le 21 août 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

Vu le décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant ce prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les entreprises visées par le décret du 8 août 1935 déterminant les conditions d'application aux entreprises assurant un service public dans les territoires relevant du ministère des colonies du décret du 16 juillet 1935 instituant ce prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques, sont :

1<sup>o</sup> — Les entreprises assurant un service public dont l'exploitation :

a) Ou bien a fait l'objet d'un acte de concession, d'une convention, d'un contrat d'affermage, d'une rétrocession ou d'un sous traité;

b) Ou bien est subordonnée à une autorisation ou à une permission de voirie;



c) Ou bien bénéficie d'une subvention, soit à titre direct, soit par application d'un sous-traité passé avec une entreprise concessionnaire ou subventionnée.

2<sup>o</sup>. — Dans leurs relations avec les précédentes les entreprises ayant obtenu des concessions ou des contrats d'exploitation et qui les ayant cédés perçoivent à ce titre des annuités, soit de collectivités publiques, soit des entreprises rétrocessionnaires.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
LOUIS ROLLIN.

#### Arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques

ARRETE N° 381 promulguant au Togo le décret du 8 août 1935 complétant le décret du 23 septembre 1934 sur l'arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 8 août 1935 complétant le décret du 23 septembre 1934 sur l'arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 8 août 1935 complétant le décret du 23 septembre 1934 sur l'arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques.

Porto-Novo, le 21 août 1935.  
BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu l'article 121 de la loi de finances du 31 mai 1933;

Vu le décret du 24 octobre 1933, concernant l'arrondissement au franc inférieur des dépenses publiques;

Vu le décret du 23 septembre 1934 rendant applicable aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret susvisé;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le décret du 23 septembre 1934 est complété ainsi qu'il suit :

« Des arrêtés des gouverneurs détermineront les dépenses d'assistance résultant de textes locaux qui, par assimilation à celles qui sont énumérées à l'article II (paragraphe 10) du décret du 24 octobre 1933, seront exemptées de l'arrondissement au franc inférieur.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le con-

cerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le ministre des colonies,*  
LOUIS ROLLIN.

*Le ministre des finances,*  
MARCEL RÉONIER.

#### Convention avec la banque de l'Afrique occidentale

ARRETE N° 392 promulguant au Togo le décret-loi du 8 août 1935 portant approbation des articles 2 et 3 de la convention du 26 juillet 1934 entre l'Etat et la banque de l'Afrique occidentale.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret-loi du 8 août 1935 portant approbation des articles 2 et 3 de la convention du 26 juillet 1934 entre l'Etat et la banque de l'Afrique occidentale;

Vu la dépêche ministérielle n° 2353 du 16 août 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret-loi du 8 août 1935 portant approbation des articles 2 et 3 de la convention du 26 juillet 1934 entre l'Etat et la banque de l'Afrique occidentale.

Porto-Novo, le 30 août 1935.

BOURGINE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Vu le décret du 16 juillet 1935 fixant les modalités suivant lesquelles seront réglées les mesures de défense du franc dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés, pour entrer en vigueur dès la promulgation du présent décret, les articles 2 et 3 ci-annexés de la convention du 26 juillet 1934 passée entre le ministre des colonies et le ministre des finances d'une part, et la banque de l'Afrique occidentale, d'autre part.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera

publié au journal officiel de la République française et au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 8 août 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,  
ministre des affaires étrangères,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

#### ANNEXE

Convention passée le 26 juillet 1934 entre le ministre des colonies et le ministre des finances d'une part, et la banque de l'Afrique occidentale, d'autre part,

*Art. 2.* — L'article 8 de la convention du 24 février 1927, approuvée par la loi du 29 janvier 1929, est abrogé.

*Art. 3.* — La banque devra effectuer, entre les différentes colonies et territoires où elle exerce son privilège, ainsi que de ces colonies et territoires sur la Métropole, ou inversement tous transferts postaux ou télégraphiques qui lui seront demandés, sans aucune limitation.

Les frais dont elle pourra se faire rembourser à cet effet, ne devront pas excéder, pour ces transferts inter-africains, le tarif des mandats postaux ou télégraphiques coloniaux.

Pour les transferts effectués de ces colonies et territoires sur la Métropole, ou inversement, ces frais ne devront pas excéder le tarif des mandats-postaux ou télégraphiques, majoré d'une taxe additionnelle de change, qui sera appliquée obligatoirement sur les mandats-postaux ou télégraphiques, ainsi que sur les versements et virements aux comptes de chèques postaux et dont le taux, qui ne saurait être supérieur à 0 fr. 50 dans chaque sens, sera déterminé par des arrêtés interministériels périodiques, portant le contre-seing des ministres des colonies et des finances.

La banque sera tenue de communiquer au ministère des colonies, au moins tous les trimestres, tous éléments d'information susceptibles de servir de base à la détermination de cette taxe additionnelle de change, en fonction de la situation particulière des colonies et territoires où s'exerce son privilège.

La banque effectuera, sans frais, les transferts demandés par le trésor, entre la France et ses colonies et territoires et vice-versa.

Fait à Paris, le 26 juillet 1934, en autant d'originaux que de parties.

*Le ministre des colonies,*  
Pierre LAVAL.

*Le ministre des finances,*  
Germain MARTIN.

*Le président du conseil d'administration  
de la banque de l'Afrique occidentale,*  
A. DUCHENE.

#### Classement dans la catégorie B de certains postes d'officiers de ports aux colonies

LE MINISTRE DES COLONIES ET LE MINISTRE DES FINANCES

Vu l'article 75 de la loi du 31 mars 1932;

Vu la loi du 14 avril 1924;

Vu l'article 2 du règlement d'administration publique du 8 novembre 1932;

Vu le décret du 13 janvier 1934 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 75 de la loi du 31 mars 1932 (colonies);

#### ARRETERENT :

ARTICLE PREMIER. — Sont considérés comme donnant droit au classement dans la catégorie B, prévue par l'article 75 de la loi du 31 mars 1932, comme présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles, et lorsqu'ils sont effectivement accomplis hors d'Europe, les services effectués par les officiers de port en service normal ou détachés dans les postes coloniaux suivants :

1<sup>o</sup> — Afrique occidentale française : Cotonakry, Ziguinchor, Port-Bouet;

2<sup>o</sup> — Territoire du Togo : Lomé;

3<sup>o</sup> — Iles Saint-Pierre et Miquelon : Saint-Pierre;

4<sup>o</sup> — Etablissements français de l'Océanie : Papeete;

5<sup>o</sup> — Guyane française : Cayenne.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 6 juillet 1935.

*Le ministre des colonies,*  
Louis ROLLIN.

*Le ministre des finances,*  
Marcel RÉGNIER.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Mesures sanitaires

#### ARRETE N° 356.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 24 décembre 1928 portant règlement de police sanitaire aux colonies;

Vu le câblogramme en date du 6 août 1935 du gouverneur de la Gold-Coast notifiant l'existence d'un cas mortel indigène de la maladie 10 à Cape-Coast;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé au Togo;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les passagers européens ou assimilés au sens de l'arrêté du 23 octobre 1933 fixant les mesures destinées à prévenir ou à faire cesser les épidémies de typhus amaryl au Togo, en provenance de Gold-Coast, débarquant au Togo, seront soumis pendant six jours consécutifs, à une visite sanitaire quotidienne et devront dans ce but, se présenter chaque matin au médecin de la subdivision sanitaire du port de débarquement. Dans le cas où, avant l'expiration de cette période de six jours, ils désirent quitter le port de débarquement pour se rendre dans une autre localité du Territoire, ils devront être munis d'un passeport sanitaire délivré par l'autorité sanitaire du point de départ et qu'ils devront présenter à l'autorité sanitaire du point de destination afin d'achever sous

la surveillance de ce dernier, leur période d'observation de six jours. Si l'autorité sanitaire le juge nécessaire, ils pourront être mis en observation sous grillage ou sous moustiquaire soit dans un hôpital, soit dans un lazaret, soit à leur domicile.

Les passagers indigènes, en provenance de Gold-Coast à destination du Togo, seront soumis à une période d'observation de six jours au lazaret du port de débarquement.

La désinfection des bagages des passagers européens ou indigènes débarquant au Togo pourra être éventuellement prescrite et opérée par les soins des autorités sanitaires.

Les marchandises débarquées pourront être également si l'autorité sanitaire le juge utile, soumise à la désinfection.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé, le directeur des voies de pénétration et du wharf, le chef du service des douanes et les administrateurs des cercles de Lomé, Anécho et Klouto, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 7 août 1935.  
BOURGINE.

#### Délégation d'attributions du chef du service de l'enseignement au directeur du centre scolaire de Lomé

ARRETE N° 359 déléguant certaines attributions du chef du service de l'enseignement au directeur du centre scolaire de Lomé.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu l'arrêté ministériel du 26 avril 1935 concernant les emplois pouvant être tenus au Togo et au Dahomey par les mêmes fonctionnaires;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté du 27 juin 1935 fixant M. Cros, inspecteur des écoles du cadre de l'A. O. F. de tenir cumulativement l'emploi de chef du service de l'enseignement au Togo et au Dahomey;

Sur la proposition du chef de service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. SIRO, directeur du centre scolaire de Lomé est autorisé par délégation du chef du service de l'enseignement, à signer toutes les pièces se rapportant à la solde du personnel, aux demandes de délégations de crédit, etc... et d'une manière générale, toutes les pièces comptables du service de l'enseignement. Sur toutes ces pièces la signature de M. SIRO, directeur du centre scolaire de Lomé sera précédée de la mention :

« Pour le chef du service de l'enseignement et par délégation ».

ART. 2. — M. SIRO, est chargé en outre de veiller à la bonne conservation du matériel et d'assurer la distribution des fournitures scolaires.

Il rend compte à son chef de service de toutes les mesures qu'il a prises.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 août 1935.  
BOURGINE.

## NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

### PERSONNEL EUROPÉEN

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Promotions

Par décret en date du 11 juillet 1935, rendu sur la proposition du ministre des colonies, ont été nommés dans le personnel des administrateurs des colonies, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1935, au point de vue exclusif de l'ancienneté.

5° — A l'emploi d'administrateur adjoint de 2<sup>e</sup> classe des colonies :

M. M. LESTRADE (Auguste-Laurent-Joseph).  
SANSON (Pierre).

Administrateurs adjoints de 3<sup>e</sup> classe des colonies.

#### ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'A. O. F.

##### Promotion

Sont promus dans le cadre commun supérieur des chemins de fer de l'Afrique occidentale française, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1935 :

ADMINISTRATION CENTRALE ET BUREAUX ADMINISTRATIFS  
ET TECHNIQUES.

Au grade de chef de bureau avant 2 ans :

M. JONCA (Jacques),  
Sous-chef de bureau.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Affectations

Par décisions des :

8 août 1935. — M. BARBERO, élève-administrateur des colonies, en service au cercle de Lomé est affecté au bureau des finances.

M. CHAUTARD, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils, retour de congé, attendu à Lomé le 9 août 1935 sur s/s *Touareg*, est mis à la disposition du commandant de cercle de Lomé.

M. MAUGIS, commis de 1<sup>re</sup> classe des services civils, retour de congé, attendu à Lomé le 14 août 1935 sur s/s *Amérique*, est affecté au bureau des finances, en remplacement de M. JAGU, adjoint de 2<sup>e</sup> classe des services civils, en instance de départ.

M. SERRE, ouvrier d'art de 1<sup>re</sup> classe du cadre des chemins de fer du Togo, retour de congé, attendu à Lomé le 14 août 1935 sur s/s *Amérique*, est mis à la disposition du chef du service des T. P. du chemin de fer et du wharf.

Madame SIRO, institutrice principale de 2<sup>e</sup> classe du cadre du Togo en service à Lomé, est nommée directrice de l'école européenne en remplacement de madame IMBERT, institutrice de 2<sup>e</sup> classe du cadre métropolitain, rapatriée.

15 août 1935. — M. CATHELIN, chef comptable hors classe du cadre des travaux publics du Togo, en service au bureau des finances, est nommé gérant-comptable du magasin général et agent transitaire du service local, en remplacement de M. JAGU, adjoint des services civils, titulaire d'un congé administratif.

M. CATHELIN remplira les fonctions de billeteur du personnel en service au bureau des finances.

17 août 1935. — Les affectations suivantes sont prononcées dans le personnel métropolitain des douanes en service détaché au Togo :

M. DRONIU, contrôleur, chef du bureau de Lomé, est chargé de la vérification des marchandises concurremment avec M. BARRERE, brigadier.

M. DRONIU remplira également les fonctions de lieutenant.

M. BARRERE, brigadier, est détaché dans les fonctions de vérificateur à défaut d'agent du cadre sédentaire.

M. ASTIER, brigadier, est chargé de la direction de la brigade à défaut de tout travail de bureau.

#### Congés — Passages

Par décisions des :

8 août 1935. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir à Narbonne (Aude) 7 avenue des Pyrénées, est accordé à M. PALLARES, instituteur du cadre du Togo qui compte 29 mois et 5 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Kerguelen* attendu à Lomé vers le 17 septembre 1935.

17 août 1935.

Une réquisition de passage en 1<sup>re</sup> classe, (2<sup>e</sup> catégorie), de Lomé à Pointe-Noire, sur le paquebot *Kerguelen* attendu à Lomé le 4 septembre 1935, est accordée à M. CAUVET DUHAMEL, ingénieur météorologiste adjoint de 3<sup>e</sup> classe mis à la disposition du gouverneur général de l'Afrique équatoriale française, par arrêté ministériel du 23 juillet 1935.

20 août 1935. — Un congé administratif de 7 mois pour en jouir à Semur-en-Auxois (Côte d'Or), est accordé à M. GAUDONVILLE, adjoint principal de 1<sup>re</sup> classe des services civils du Togo qui compte 28 mois et 20 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Kerguelen* attendu à Lomé vers le 17 septembre 1935.

### ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

#### PERSONNEL INDIGÈNE

##### Réintégrations

Par arrêté du gouverneur général p. i. du :

5 juillet 1935. — La sage-femme auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe LINGUE (Sophie), en service hors cadres au Togo, est réintégrée dans les cadres et mise à la disposition du lieutenant-gouverneur du Dahomey.

La sage-femme auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe KPONTON, née LIMA (Félicienne), en service hors cadres au Togo, est réintégrée dans les cadres et mise à la disposition du lieutenant-gouverneur du Dahomey.

#### Affectations

Par arrêté du gouverneur général p. i. du :

5 juillet 1935. — La sage-femme de 3<sup>e</sup> classe TEVI (Marie), en service au Sénégal, est placée dans la position de congé hors cadres, pour une durée de deux ans.

Mlle. TEVI est mise pendant cette période à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

La sage-femme auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe TEVI (Héloïse), en service au Niger, est placée dans la position de congé hors cadres, pour une durée de deux ans.

Mlle. TEVI est mise pendant cette période à la disposition du Commissaire de la République au Togo.

#### Promotions

Sont promus dans le cadre des médecins, pharmaciens, sages-femmes auxiliaires et infirmières-visiteuses, commun à toutes les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1935 :

*Au grade de sage-femme auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Mlle. LINGUE (Sophie), 3<sup>e</sup> tour, ancienneté; sage-femme auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de sage-femme auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Mlle. CHRYSOSTOME (Louise), 1<sup>er</sup> tour, choix; sage-femme auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

Sont promus dans le cadre des médecins, pharmaciens, sages-femmes auxiliaires et infirmières-visiteuses, commun à toutes les colonies du groupe de l'Afrique occidentale française, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1935 :

*Au grade de médecin auxiliaire principal de 4<sup>e</sup> classe :*

JOHNSON Samuel;

#### Détachement

Par arrêté du gouverneur général p. i. du :

30 juin 1935. — M. AQUEREBURU (Samuel), instituteur auxiliaire du cadre secondaire de l'enseignement, en congé hors cadres pour servir au Togo, pour compter du 9 avril 1934, est maintenu dans cette position pour une durée d'un an, à compter du 9 avril 1935.

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### Licenciement

Par arrêté du :

21 août 1935. — L'instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe de l'enseignement officiel EBORE Thomas, est licencié

pour inaptitude physique définitive non imputable au service, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1935.

Une indemnité de licenciement égale à deux mois de solde nette, est allouée à l'instituteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe EDOUH Thomas.

#### Affectation

Par décision du :

17 août 1935. — La sage-femme auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe D'ALMEIDA, née JOHNSON Christine, en service hors cadres au Togo, dont la peine de retrait temporaire d'emploi, prononcée par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. du 28 juillet 1934, a pris fin le 31 juillet 1935, est affectée à l'hôpital de Lomé.

#### Congés. — Permissions

Par décisions des :

6 août 1935. — Une permission de 8 jours, avec traitement, du 7 au 14 août 1935, est accordée au commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe KOUKOUI Félix, en service au bureau des finances, pour se rendre à Porto-Novo.

7 août 1935. — Un congé pour maladie de 6 mois, est accordé au commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe DAWSON Jules, en service au chemin de fer.

Les affections ayant motivé l'octroi de ce congé ayant été reconnues par le conseil de santé comme non imputables au service, l'intéressé ne percevra à compter du deuxième mois de congé que la moitié de son traitement.

A l'expiration de son congé l'intéressé sera présenté par les soins de la subdivision sanitaire de son lieu de résidence devant le conseil de santé qui se prononcera sur son aptitude au service.

10 août 1935. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 août au 13 septembre 1935 inclus, est accordé au planton de 8<sup>e</sup> classe SAMUEL Charles, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

14 août 1935. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 1935 inclus, au commis d'administration de 8<sup>e</sup> classe MOEVI Sébastien, en service au chemin de fer (traction), pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 1935 inclus, à l'homme d'équipe de 5<sup>e</sup> classe TETE TERO, en service au chemin de fer (exploitation), pour en jouir au Togo.

30 jours, du 16 septembre au 15 octobre 1935 inclus, au commis de 5<sup>e</sup> classe des P.T.T. WILSON Godfroy, en service à Palimé, pour en jouir à Anécho.

Une prolongation de permission de 6 jours, avec traitement, du 15 au 20 août 1935 inclus, est accordée au commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe KOUKOUI Félix, en service au bureau des finances, pour en jouir à Porto-Novo (Dahomey).

20 août 1935. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 1935 inclus, est accordé au moniteur agricole auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe EYEBIYI Salomon, en service au cercle d'Atakpamé, pour en jouir au Territoire.

Une permission de 15 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 15 septembre 1935 inclus, est accordée au garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe LORENZO Faustin, en service au bureau principal des douanes de Lomé, pour en jouir au Territoire.

21 août 1935. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 1935 inclus, est accordé à l'infirmier de 3<sup>e</sup> classe ABBEY Firmin, en service au dispensaire de Yégué (Atakpamé), pour en jouir à Anécho.

#### Sanctions disciplinaires

Par décisions des :

8 août 1935. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée à l'infirmier de 4<sup>e</sup> classe DENADOU Mathias, en service au dispensaire de Dapango, pour le peu de soin qu'il apporte au contrôle des quantités de médicaments existant et consommés par le dispensaire.

18 août 1935. — Une punition de 15 jours de retenue de solde est infligée au garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe SABO SOMAHOUÉ, en service à la brigade de Lomé, pour ivresse et abandon de poste.

Une punition de 4 jours de retenue de solde est infligée au garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe DIABARÉ NABINÉ, pour n'avoir pas rendu compte au chef de brigade d'un incident de service.

#### ÉDUCATION PHYSIQUE

##### Classement des moniteurs et instituteurs

Est modifiée comme suit, la décision du 25 juin 1935 :

N<sup>o</sup> de classement

28

Au lieu de : LAWSON Grégoire

Lire : LAWSON Gabriel.

Le reste sans changement.

#### FORCES DE POLICE

##### Compagnie de milice :

Par arrêté du :

20 août 1935. — Sont nommés pour compter du 1<sup>er</sup> septembre 1935 (prise de rang et droit à la solde compris) :

##### 1<sup>o</sup> — Sergent :

SALOU BOULALA, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/356/A.S. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

FATOUZOUN, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/233/A.D. de la compagnie de milice Lomé.

##### 2<sup>o</sup> — Caporal :

Théodore ZAUTO, stagiaire catégorie B. N<sup>o</sup> Mle M/387/B.T. de la compagnie de milice Lomé.

GNOHOUÉ, milicien 1<sup>re</sup> classe, catégorie B. N<sup>o</sup> Mle M/372/A.D. de la compagnie de milice Lomé.

GOUVIDE, milicien 1<sup>re</sup> classe, catégorie B. N<sup>o</sup> Mle M/257/A.D. de la 4<sup>e</sup> section milice Anécho.

**1<sup>re</sup> — Compagnie de milice :****Licenciements**

Sont licenciés à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1935 :

**a) — Pour inaptitude physique non imputable au service :**

OUMORI, sergent, N<sup>o</sup> Mle M/308/A.D. de la P.C. Lomé.

Une indemnité de licenciement égale à un mois de solde de base nette est accordée à l'intéressé en vertu de l'article 6 de l'arrêté n<sup>o</sup> 67 du 31 janvier 1934.

**b) — Par mesure disciplinaire.**

BAMA, sergent, N<sup>o</sup> Mle M/197/A.T. de la P.C. Lomé (détachement de Nawaré).

VIPODJEHOUN, caporal, N<sup>o</sup> Mle M/340/A.D. de la P.C. Lomé (détachement de Nawaré).

**2<sup>re</sup> — Garde indigène :****Licenciements**

a) — Est licencié pour fin de contrat à compter du 29 août 1935, le garde de 2<sup>e</sup> classe KAKATOKOHOUÉ, N<sup>o</sup> Mle 686, du peloton de Mango.

b) — Est licencié à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1935, le garde de 2<sup>e</sup> classe LAGBESSI, N<sup>o</sup> Mle 1003, du peloton de Klouto, pour faute grave en service.

**ALLOCATIONS**

Par décisions des :

10 août 1935. — Est accordée à compter du 1<sup>er</sup> août 1935 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934, une allocation au jeune métis désigné ci-après :

**Cercle d'Anécho :**

Gabriel Kokouvi . . . . . 0 fr. 50 par jour.

M<sup>me</sup>. ALOUÉHOUN, est désignée pour percevoir le montant de cette allocation.

14 août 1935. — Une allocation de trois mille francs est accordée à M<sup>me</sup>. Catherine MEYER, sœur Jean Baptiste en religion, directrice de l'école catholique des filles d'Anécho, pour participation du Territoire aux frais d'entretien des élèves qui fréquentent l'établissement scolaire qu'elle dirige.

La présente dépense est imputable au budget local exercice 1935, chapitre XV, article 4, paragraphe 2.

**COMMISSION DES MARCHÉS**

Par décision du :

14 août 1935. — M. PERRET, adjoint principal des services civils du Togo, est nommé membre de la commission des marchés en remplacement de M. AUBER, administrateur des colonies affecté en Afrique occidentale française.

**EXPULSION**

Par arrêté du :

7 août 1935. — Il est enjoint au nommé STÉPHANI de quitter le territoire du Togo dans un délai de 8 jours à compter de la notification du présent arrêté qui lui sera faite par les soins du chef de service de police et de sûreté.

Au cas où le susnommé ne se conformerait pas à cet ordre, il sera expulsé.

Il lui est interdit de reparaitre sur toute l'étendue du territoire du Togo.

**INDEMNITÉ**

Par décision du :

14 août 1935. — Une indemnité forfaitaire de sept cent cinquante francs (750 frs.), est accordée à la société de prévoyance de Lomé pour dommages subis dans la jouissance du domaine de Kpémé. La dépense correspondante sera imputée au chapitre XVII, article 2, paragraphe 1, du budget local, exercice 1935. (*Dépenses imprévues*).

**INTERDICTIONS DE SÉJOUR**

Par arrêtés des :

16 août 1935. — Le séjour dans les cercles de Lomé, d'Anécho et de Klouto est interdit pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération, au nommé AKPANÉKOU, né à Ouidah (Dahomey) vers 1900 et condamné le 21 août 1930 par le tribunal de subdivision d'Anécho à cinq ans de prison et à cinq ans d'interdiction de séjour.

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

21 août 1935. — Le séjour dans le cercle de Lomé est interdit pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération, au nommé AMOUSSOU AGBAN, né vers 1895 à Apédoké, (cercle de Lomé), et condamné à six mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour le 3 juin 1935 par le tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé.

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pour une durée de deux ans, à compter du jour de sa libération, au nommé TEKÉ Edmond, né vers 1918 à Abomey (Dahomey), condamné le 24 juin 1935 par le tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé à trois mois de prison et deux ans d'interdiction de séjour.

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pour une durée de deux ans, à compter du jour de sa libération, au nommé GARBA MAMA, né vers 1905 à Sokoto, (Nigéria), condamné le 24 juin 1935 par le tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé à trois mois de prison et deux ans d'interdiction de séjour.

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pour une durée de cinq ans, à compter du jour de sa libération, au nommé ABALO DJOSSOU, né vers 1896 à Sahoué Hoyogled (Dahomey), condamné le 17 septembre 1934 par le tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour.

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

Le séjour dans le cercle de Lomé est interdit pour une durée de cinq ans, à compter de la date de sa libération, au nommé MADJOMBE TCHÉDRÉ, né vers 1915 à Bassari (cercle de Sokodé), et condamné à un an



de prison et cinq ans d'interdiction de séjour le 17 décembre 1934, par le tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lomé.  
Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

### MONNAIES ANGLAISES

Par décision du :

11 août 1935. — Le trésorier-payeur est autorisé à céder à la banque de l'Afrique occidentale française à Lomé la somme de six cent quarante livres sterling (£ 640.) au cours de soixante-treize francs, soixante-quinze centimes la livre (73 frs., 75).

### VÉHICULES AUTOMOBILES (circulation des)

Par arrêté du :

8 août 1935. — L'arrêté n° 72 du 25 juillet 1935 interdisant la circulation de tout véhicule automobile ayant une charge utile supérieure à 500 kilogrammes dans le cercle d'Atakpamé, sur la route d'Atakpamé à Lomé, est abrogé.

### DOMAINES Vente aux enchères publiques

Aux dates ci-après indiquées à quinze heures, en face des bureaux de l'ancien cercle de Lomé, il sera procédé à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, des divers véhicules ci-après désignés :

#### I. — 28 SEPTEMBRE 1935

- 1<sup>o</sup> Voiture Citroën - Torpedo - 10 CV. T.T. 597 — 1.500 fr.
- 2<sup>o</sup> Voiture Citroën - Torpedo - 10 CV. T.T. 16 — 1.000 fr.
- 3<sup>o</sup> Voiture Citroën - Torpedo - 10 CV. T.T. 595 — 2.000 fr.
- 4<sup>o</sup> Voiture Citroën - Torpedo - 14 CV. T.T. 5 — 2.500 fr.
- 5<sup>o</sup> Voiture Citroën Cond. int. 15 CV. T.T. 100 — 3.000 fr.
- 6<sup>o</sup> Voiture Renault - Torpedo - 6 CV. T.T. 603 — 1.000 fr.
- 7<sup>o</sup> Voiture Renault - Torpedo - 6 CV. T.T. 604 — 2.000 fr.

#### II. — 19 OCTOBRE 1935

- 1<sup>o</sup> Cam. Citroën - 1000 kg. - 10 CV. T.T. 176 — 2.500 fr.
- 2<sup>o</sup> Cam. Citroën - 500 kg. - 10 CV. T.T. 596 — 1.000 fr.
- 3<sup>o</sup> Cam. Delaunay - 800 kg. - 11 CV. T.T. 91 — 2.000 fr.
- 4<sup>o</sup> Camion Latil - 1.500 kg. - 14 CV. T.T. 598 — 1.500 fr.
- 5<sup>o</sup> Camion Latil - 1.500 kg. - 14 CV. T.T. 601 — 1.500 fr.
- 6<sup>o</sup> Camion Latil - 2.000 kg. - 14 CV. T.T. 60 — 1.500 fr.
- 7<sup>o</sup> Camion Latil - 1.500 kg. - 14 CV. T.T. 599 — 1.000 fr.
- 8<sup>o</sup> Chassis Cam. Citer. Latil - 14 CV. T.T. 155 — 1.000 fr.

#### III. — 9 NOVEMBRE 1935

- 1<sup>o</sup> Tracteur Latil - 14 CV. T.T. 158 — 1.000 francs
- 2<sup>o</sup> Tracteur Latil - 14 CV. T.T. 160 — 1.000 francs
- 3<sup>o</sup> Tracteur Latil - 14 CV. T.T. 159 — 1.000 francs
- 4<sup>o</sup> Tracteur Latil - 14 CV. T.T. 157 — 1.000 francs

Les divers véhicules qui se trouvent au garage central, à Lomé, pourront être examinés par les acheteurs éventuels, tous les après-midis de 15 heures à 17 heures à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1935.

Les véhicules ne pourront être essayés que le jour de la vente.

Il sera perçu 5 % en sus du prix principal.

Le prix principal et le pourcentage en sus devront être payés, à la caisse du receveur des domaines à

Lomé avant la livraison et au plus tard le lendemain de la vente, sauf dispositions contraires qui seront, le cas échéant, annoncées avant la séance.

A Lomé, le 14 août 1935.

Le receveur des domaines,  
NATIEL.

### Avis de bornages

Le samedi 28 septembre 1935 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier n° 2, (cercle de Lomé), consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel ne se trouvent que des constructions légères en terre de barre, d'une contenance de 22 ares 08 centiares, et borné au nord par la rue du sous-lieutenant Guillemard, à l'est par la rue des pêcheurs, au sud par terrain à Théodore Assah, à l'ouest par la rue des écoles, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Henry Assah, profession de planteur demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire des nommés : Jonathan Codjo Anani Tometi et Maria Megblonyadzro Anani Tometi, tous deux co-propriétaires conjointement avec Laurence Coffi Anani Tometi suivant réquisition du 1<sup>er</sup> juillet 1935, n° 972.

Le mardi 1<sup>er</sup> octobre 1935 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel se trouve édifié un hangar à usage d'abattoir et une dépendance d'une contenance de 46 ares 42 centiares, et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est par le boulevard circulaire, au sud par la rue des Sœurs prolongée, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines p. i. à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 973.

Le mardi 1<sup>er</sup> octobre 1935 à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel se trouve édifié une construction à étage affectée aux services des P. T. T., d'une contenance de 8 ares 12 centiares, et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par la place du marché, au sud et à l'ouest par la concession à Millers (actuellement U. A. C.) T. 17 de Klouto, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines p. i. à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 974.

Le mardi 1<sup>er</sup> octobre 1935 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, portant trois bâtiments à usage d'écoles, d'atelier et de logement avec dépendances, d'une contenance de 51 ares, et borné au nord par la rue des Sœurs pro-

longée, à l'est et à l'ouest par des rues non dénommées, au sud par le boulevard circulaire, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines p. i. à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 975.

Le mercredi 2 octobre 1935 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, sur lequel se trouvent édifiés des bâtiments destinés au service de santé de la formation sanitaire du cercle de Klouto: (hôpital proprement dit, dispensaire, maternité et logement du médecin chef,) d'une contenance de 2 hectares 40 ares 99 centiares, et borné au nord par terrain à propriétaire inconnu, à l'est par la rue de Misahohe, au sud et à l'ouest par des rues non dénommées, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines p. i. à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 976.

Le mercredi 2 octobre 1935 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 2 hectares 31 ares 48 centiares, et borné au nord et à l'est par des terrains à des propriétaires inconnus, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par la rue de Misahohe, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines p. i. à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 977.

Le jeudi 3 octobre 1935 à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 52 ares 90 centiares, et borné au nord et à l'ouest par des rues non dénommées, à l'est et au sud par le boulevard circulaire, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines p. i. à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 978.

Le jeudi 3 octobre 1935 à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant une construction en terre de barre; d'une contenance de 1 are 77 centiares, et borné au nord, au sud et à l'ouest par la place du marché, à l'est par terrain à Robert Baeta, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines p. i. à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 979.

Le jeudi 3 octobre 1935 à seize heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à

Palimé, (cercle de Klouto), consistant en un terrain urbain, non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 2 ares 42 centiares, et borné au nord par terrain à Timothy Anthony, à l'est par le boulevard circulaire, au sud par la rue de la gare, à l'ouest par terrain à Michel K. Apaloo, dont l'immatriculation a été demandée par le receveur des domaines p. i. à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, suivant réquisition du 18 juillet 1935, n° 980.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière,*  
NATIVEL.

## AVIS AUX NAVIGATEURS

### Balisage de l'estuaire du Cameroun

Les navigateurs fréquentant l'estuaire du Cameroun sont informés que, dans la première quinzaine du mois d'août la bouée noire n° 4 marquant les hauts fonds du Cap Cameroun sera remplacée par une bouée noire lumineuse montrant un feu à éclats rouges toutes les 7 secondes visible 7 milles.

Cette bouée sera surmontée d'un voyant cylindrique noir et portera le numéro 4.

*Le capitaine de port chef de l'exploitation*  
MARTINO.

N° 87. — Les navigateurs fréquentant le fleuve Sénégal sont informés que les modifications ci-après ont été apportées au balisage du fleuve depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1934.

*Chenal de l'île Diakal : km. 80*

Il a été placé une 3<sup>e</sup> bouée noire complétant le balisage du chenal.

*Passage de Oddourou : km. 592.250*

Rive gauche — Le disque blanc à 150 mètres environ aval du village de Oddourou a été supprimé.

Un disque blanc a été placé même rive à 250 mètres environ amont du dit village.

*Passage de l'île Gouriki : km. 684.300*

Rive droite — Le disque d'appel noir placé au km. 684.300 environ a été supprimé.

Un disque d'appel noir a été placé même rive en aval de l'île Gouriki km. 683.500 environ.

Le disque blanc même rive, du km. 683.200 a été reporté à 170 mètres plus en aval.

*Passage de Ouaounde : km. 715*

Rive gauche — Le signal rectangulaire à bandes noires et rouges de changement de rive a été déplacé et porté à 50 mètres environ aval du village de Ouaounde.

Rive droite — Le signal rectangulaire à bandes noires et rouges de changement de rive a été déplacé et porté à 1.500 mètres environ aval du village de Ouaounde situé rive gauche. Il est rappelé que le vapeur Henri-Jean est toujours échoué sur rive droite. Il est recommandé de ne franchir ce seuil qu'avec prudence et en vérifiant par sondage qu'il ne se produit pas un déplacement du chenal du fait de la présence du navire échoué.

*Passage de Tafacurga : km. 828.660*

Rive droite — Le signal rectangulaire, à bandes noires et rouges, de changement de rive du km. 829 environ a été supprimé. Un signal rectangulaire à bandes noires et rouges, de changement de rive a été placé, même rive au km. 827.300 environ.

*Passage de Kabou : km. 840 à km. 845.500*

Rive droite — Le losange noir du km. 842.500 placé à 1 km. aval du village de Kabou rive droite a été remplacé par un signal rectangulaire à bandes noires et rouges de changement de rive.

Le signal rectangulaire à bandes noires et rouges de changement de rive situé au km. 843.400 environ aval du village de Kabou rive droite a été supprimé.

Rive gauche — Le signal rectangulaire à bandes noires et rouges de changement de rive situé à 1.500 mètres environ amont du village de Kabou a été supprimé.

Un signal rectangulaire à bandes noires et rouges de changement de rive a été placé à 500 mètres aval du dit village.

Un losange blanc, auxiliaire d'alignement a été placé entre ce dernier signal rectangulaire et le signal rectangulaire km. 845.500 à 150 mètres environ aval du village de Lang-Tarou-Talia.

Venant de l'aval le balisage sur la rive gauche se trouve actuellement entre les km. 842.250 et le km. 845.500 constitué comme suit :

Km. 842.250 — Aval Kabou signal rectangulaire à bandes noires et rouges de changement de rive.

Km. 844. — Losange blanc.

Km. 845.500 — Signal rectangulaire à bandes noires et rouges de changement de rive.

N° 88. — Les navigateurs fréquentant la rivière Casamance, sont informés que la bouée sphéroconique noire n° 1 de la passe sud, disparue le 13 mai 1935, a été remise en place.

Position approchée :

L =	12°	30'	2 N
G =	16°	50'	3 W

## PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare décliner toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

### AVIS

Messieurs les actionnaires de la Société Agricole d'Anécho sont convoqués à l'assemblée générale qui aura lieu le mardi 17 septembre 1935 à 8 heures du matin dans la salle du tribunal à Zébé.

#### Ordre du jour :

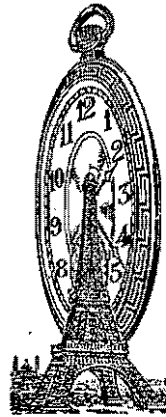
- 1° — Augmentation membre des administrateurs.
- 2° — Nomination d'un Commissaire aux comptes.
- 3° — Etude de diverses questions.

Conseil d'administration.  
LE PRÉSIDENT.

## COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

## JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie  
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé  
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France

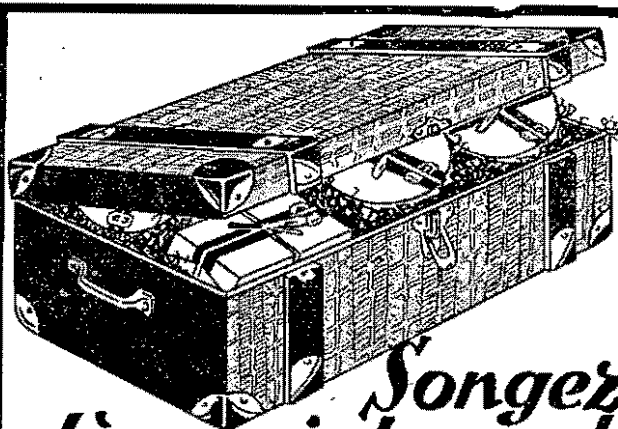
## ENTREPRISES

E. BOUQUEREAU & C<sup>IE</sup>

Boîte Postale 106



## DAKAR



*Songez  
dès maintenant  
à vos Cadeaux  
de Noël*

## LA VALISE DIPLOMATIQUE SÉVIGNÉ

Pour vos amis, elle constitue un cadeau élégant. Pour vous même, elle contient sept cadeaux à distribuer autour de vous. Ils sont réunis en une mallette aux ferrures claires et de dessin écossais original, larg. 22 cm., longueur 36 cm., haut. 13 cm., que vous recevrez **franca de port et d'emballage** dans toutes nos colonies contre mandat de... **150 FR.**

*Marrons glacés  
Pâtes de Fruits  
d'Auvergne  
Acidulés Sévigné  
Rafraîchissants  
Chocolats fourrés  
Capucines en robe  
de bure  
Sucre d'orge.*



Demandez ou le catalogue général illustré.  
Pour gagner du temps adressez-vous aux  
Principaux Comptoirs d'Alimentation.

**LA MARQUISE  
DE SÉVIGNÉ**

ROYAT - Puy-de-Dôme (France)